

Décoloniser notre regard

Table ronde avec Catherine Larochelle, Melissa Mollen-Dupuis et Philippe Néméh-Nombré

Emiliano Arpin-Simonetti

Number 802, May–June 2019

Quand nos repères sont bousculés : décolonialisation, migrations, crise écologique

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/90556ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Arpin-Simonetti, E. (2019). Décoloniser notre regard : table ronde avec Catherine Larochelle, Melissa Mollen-Dupuis et Philippe Néméh-Nombré. *Relations*, (802), 24–27.

DÉCOLONISER NOTRE REGARD

TABLE RONDE *La société québécoise est marquée par l'héritage de deux empires coloniaux. Cette réalité se traduit entre autres dans le rapport ambigu au fait colonial tel qu'il est pensé et raconté dans notre récit national moderne, dans lequel nous tenons à la fois le rôle de colonisateurs et de colonisés. Cette situation nous empêcherait-elle d'entendre l'interpellation des peuples autochtones et des minorités racisées qui réclament l'égalité? Comment jeter un regard sans complaisance sur notre histoire en acceptant de se laisser décentrer grâce au miroir tendu par ceux et celles qui subissent le colonialisme et le racisme?*

Avec:

Catherine Larochelle, membre du comité éditorial d'HistoireEngagée.ca et professeure au Département d'histoire de l'Université de Montréal;

Melissa Mollen-Dupuis, militante innue, cofondatrice de Idle No More Québec;

Philippe Néméh-Nombré, doctorant en sociologie à l'Université de Montréal et membre du comité éditorial d'HistoireEngagée.ca.

Selon vous, quelles sont les particularités du fait colonial au Québec qui constituent des angles morts dans le regard que pose la majorité sur les peuples et les groupes qui subissent le colonialisme et le racisme?

Melissa Mollen-Dupuis: Il y a d'abord cette idée très tenace selon laquelle il y aurait eu les «gentils colonisateurs» (les Français) et les «méchants colonisateurs» (les Anglais). S'il est vrai que les relations historiques entre les Premières Nations et les colons français ont été un peu moins violentes qu'avec les Anglais, c'est surtout parce que les Français n'ont pas eu l'occasion d'aller jusqu'au bout de leur logique coloniale – comme ils l'ont fait dans les Antilles, en Asie du Sud-Est ou en Afrique, par exemple. Mais le système colonial canadien qui s'est instauré au XIX^e siècle – les pensionnats, la Loi sur les Indiens, etc. – n'a pas été le fait uniquement des Anglais: l'élite canadienne-française et l'Église notamment, y ont participé et les effets ont été les mêmes. Dire que l'un a été plus méchant que l'autre ne mène à rien: il faut plutôt résister à la tentation du déni de l'histoire et admettre que c'est le même système, qu'il a eu et qu'il continue d'avoir des effets. L'idéologie coloniale à l'origine de la colonisation française n'a pas cessé d'exister parce qu'il y a eu la Conquête et que «l'arroseur s'est retrouvé arrosé».

Catherine Larochelle: Au Québec, quand on pense au gouvernement fédéral, on l'associe aux anglophones. Et comme c'est le fédéral qui a créé la Loi sur les Indiens et mis en place les pensionnats, on a tendance à s'en laver les mains en se disant que ce n'était pas nous, parce nous aussi on s'estime victimes du fédéral et des Anglais. Mais quand les pensionnats sont créés, ce sont souvent des missionnaires canadiens-français – voire carrément français – qui les gèrent, et ce, tant dans l'Ouest canadien qu'au Québec. Il s'agit là d'un impensé de l'histoire québécoise, car on se pense comme un peuple colonisé, surtout depuis la deuxième moitié du XX^e siècle, période

où cette lecture de l'histoire s'est cristallisée. Ce discours n'était pas présent au XIX^e siècle: à cette époque les Canadiens français se pensent d'abord en tant que Blancs, civilisés, catholiques. C'est d'ailleurs ce qu'on retrouve dans les manuels scolaires de cette période. Ils s'inscrivent dans cette logique de supériorité. L'idée d'une identité de colonisé est récente et circonscrite dans le temps, mais elle finit par effacer tout le reste. Le problème est surtout qu'aujourd'hui, on plaque à rebours cette identité de colonisés à une histoire beaucoup plus longue. Comme si le Québec s'était toujours vu comme étant né pour un petit pain, qu'au XIX^e siècle on était si fermés sur le monde et si dominés par l'Église et les Anglais qu'on n'aurait pas pu participer à la colonisation. On ne pense pas l'accaparement du territoire québécois aux XIX^e et XX^e siècles comme étant une colonisation, et ce, même si c'est le terme qu'on utilisait à l'époque. Les colons qui sont allés s'établir au Saguenay, en Abitibi, dans les «pays d'en haut», on les a intégrés au récit national québécois sans aucune connotation colonialiste.

Évidemment, ça ne veut pas dire qu'il faut nier la domination économique et culturelle vécue par une majorité de Canadiens français à cette époque. Celle-ci est par ailleurs très souvent rappelée dans les manuels d'histoire – parfois en la mettant sur le même pied que la réalité des pensionnats autochtones, ce qui est problématique.

M. M.-D.: En effet, ce passé fait en sorte que c'est difficile pour plusieurs Québécois d'accepter de reconnaître les privilèges qu'ils ont pu acquérir avec le temps, sans toujours s'en rendre compte. C'est compréhensible de ne pas vouloir se sentir coupable pour des gestes qu'on n'a pas commis soi-même et sur lesquels on n'a pas l'impression d'avoir une prise, même si on en bénéficie encore aujourd'hui. D'autant plus que ces gestes ont fini par ériger un système encore agissant dont on a l'impression qu'il constitue la normalité.

Ça demande donc beaucoup d'effort, pour les Québécois, d'entendre d'autres peuples qu'ils ont invisibilisés et coupés de leur histoire – mais qui sont restés fiers de leur identité – leur dire que s'ils ont pu se défricher une terre, ou aller travailler dans les mines à Val-d'Or ou sur les chantiers d'Hydro-Québec dans le grand Nord, même s'il s'agissait là d'emplois de «cols bleus», c'est parce que des territoires et des ressources ont été pris à d'autres. Les Québécois n'ont pas vraiment eu à y réfléchir jusqu'à maintenant.



Jocelyn Ann Campbell, *Quand le monde s'obscurcit*, fresque-4, 2018, acrylique et collage, 61 x 61 cm

Philippe Néméh-Nombré: C'est d'autant plus le cas que la façon dont les Québécois se pensent collectivement s'est grandement transformée dans les années 1960-1970. La publication de *Nègres blancs d'Amérique* de Pierre Vallières en 1968, entre autres, a marqué un tournant à cet égard. Parce qu'ils traduisaient des sentiments réels chez la population québécoise, les propos de Vallières ont été reçus comme une enquête historique et une analyse sociologique, et ce, même s'il indique clairement que ce n'est pas son intention. En définitive, l'utilisation répétée du terme *Autochtones* pour désigner les Canadiens français et de la métaphore du nègre et de l'esclave pour parler de leur condition a fini par changer le sens de ces termes, par les rendre « inadéquats » pour parler de ce qu'ils désignaient au départ. Ça rend d'autant plus difficile – voire menaçante pour l'identité franco-québécoise – toute utilisation de ces mots dans un sens différent de celui de Vallières, c'est-à-dire pour parler des relations entre les Autochtones, les Noirs et la majorité blanche.

C. L.: De fait, certaines personnes me disent que comme le mot *autochtone* désigne les personnes nées ici, alors elles aussi sont autochtones et qu'il faudrait trouver un autre mot, etc.

Cela dit, ne serait-il pas temps de désigner les Premières Nations avec les noms qu'elles se donnent elles-mêmes ?

M. M.-D.: Tout à fait! Dans les faits on est des Innus, des Cris, des Naskapis, etc. « Autochtones », c'est un terme fourre-tout qui permet de ne pas faire l'effort de réapprendre où se trouvaient historiquement ces peuples et quelles relations complexes ils entretenaient entre eux. Cela dit, même si on utilise les bons mots, nos réalités n'en resteront pas moins distinctes. La langue peut induire certains types de relations. Sur des sujets comme les rapports sociaux ou le territoire, on peut comprendre des choses très différentes selon qu'on parle en français ou en innu, par exemple, qui porte une tout autre conception du monde. La décolonisation passe aussi par là. Dans nos langues, les mots décrivent en effet une relation à quelque chose ou à quelqu'un. L'univers ne peut pas exister sans la relation à l'autre. Pour donner un exemple, le terme *kukum* est souvent utilisé en français pour décrire une grand-mère chez les Innus, mais ce terme n'est pas vraiment utilisé par plusieurs communautés. Dans les faits on inclut presque toujours un préfixe qui crée la relation: *nukum*, *tshukum*, *ukuma* (« *ma*

grand-mère», «*ta* grand-mère», «*sa* grand-mère»), etc. Une grand-mère ne peut pas vraiment exister sans sa relation à ceux qu'elle a mis au monde, et la relation est inscrite dans le mot. Il en va de même quand on parle du territoire, et ainsi de suite.

Pour parler plus spécifiquement du rapport avec les personnes racisées, le Québec n'ayant pas été une puissance coloniale mondiale comme la France, peut-on parler d'un rapport colonial avec les Afrodescendants ou les personnes issues du monde arabo-musulman, par exemple ?

P. N.-N. : D'abord, je suis d'avis que le racisme ne peut pas être compris à l'extérieur de la structuration coloniale euro-moderne du monde. Ensuite, s'il y a certes des différences entre le Québec et la France, il faut aussi souligner les continuités, dans la longue durée, des effets de la colonisation et du colonialisme. Même s'il y a eu des changements dans certains mécanismes ou encore certaines intentions spécifiques, il n'y a pas eu, à mon avis, de rupture proprement dite qui s'est opérée depuis la Nouvelle-France dans les rapports entre Euro-descendants et peuples autochtones d'une part, et entre Euro-descendants et populations noires et racisées –selon des modalités bien sûr différentes–, d'autre part. Autrement dit, les changements qu'on observe dans le temps n'ont rien d'une dislocation des logiques et structures coloniales, mais relèvent plutôt de la capacité de celles-ci à s'adapter. La question devient donc la suivante : comment les logiques coloniales se déploient-elles aujourd'hui au Québec, entre autres celles héritées de l'histoire coloniale et de l'impérialisme français ?

Si on accepte cette lecture de l'histoire et l'héritage français (qu'on n'a par ailleurs aucune difficulté à accepter pour des éléments culturels comme la langue ou la religion), on peut difficilement penser les politiques migratoires actuelles, les représentations médiatiques, les instruments de contrôle étatique, les activités économiques de type extractiviste, etc., en dehors des logiques coloniales, et ce, qu'elles se déploient à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières québécoises. C'est ainsi, selon moi, que l'on peut penser et mesurer les effets de différentes formes de colonialisme –de peuplement ou encore d'exploitation– dans leur continuité historique.

C. L. : Dans une perspective historique, le Québec était déjà une nation coloniale au XIX^e siècle et l'a été tout au long du XX^e. On pense le colonialisme surtout comme un phénomène étatique, comme le fait de puissances impériales qui envoient des troupes s'installer un peu partout dans le monde. Mais on peut aussi participer à l'entreprise coloniale par le biais du missionariat, ce qu'a fait le Québec que ce soit dans l'Ouest canadien ou à l'étranger.



Jocelyn Ann Campbell, *Climats et fractures C*, 2017, acrylique et collage, 76 x 152 cm

L'imaginaire missionnaire colonial était extrêmement fort. J'ai trouvé par exemple des pièces de théâtre qu'on faisait jouer au milieu du XX^e siècle à des enfants québécois, dans lesquelles on leur disait qu'on allait «laver les petits nègres par le baptême pour qu'ils deviennent blancs». On peut bien s'en détacher en disant que c'était le fait de la «méchante» Église qui nous a aussi dominés, comme si elle était extérieure à nous. Mais c'est une autre façon commode de se dédouaner.

P. N.-N. : Dans le cas de l'esclavage, la société québécoise et canadienne a un atout presque inégalable, c'est le fait d'avoir un contre-exemple juste à côté : celui des États-Unis ! Ce qui permet vraiment de se décharger de ce passé encombrant, car on a l'impression que la seule forme d'esclavage noir transatlantique qui ait existé est celle, terrible, qui s'est structurée

autour des plantations. Or, ce qui est particulier avec l'esclavage transatlantique, ce n'est pas exclusivement la servitude et la dimension économique, qui ont existé dans différents contextes historiques à travers les siècles, mais leur ampleur inégalée de même que la déshumanisation racialisée d'un groupe entier qu'elles mettent en œuvre. Donc, ce n'est pas parce qu'il n'y avait pas de plantations au Québec qu'il n'y a pas eu d'esclavage, de logique esclavagiste et de déshumanisation systémique et systématique des personnes noires. Car même si le nombre d'esclaves noirs était effectivement plus bas ici, entre le XVII^e et le XIX^e siècle – environ 4000 esclaves recensés dans l'histoire du Québec, dont près de 1500 étaient des Noirs et le reste des Autochtones –, ce qu'on oublie c'est qu'il y a eu des demandes répétées pour en avoir plus dans l'intention de les substituer aux esclaves autochtones, qui n'étaient pas considérés comme étant « esclavables » par « nature », contrairement aux Noirs. Si on ne les a pas obtenus, c'est parce que les compagnies de traite, à cause de contraintes économiques, ne voulaient pas venir jusqu'ici ! Et donc, c'est ce qui demeure agissant encore aujourd'hui dans notre société : les structures de déshumanisation.

Alors comment changer la façon dont les rapports sociaux coloniaux sont structurés ? Sur le plan des actions politiques à mener, quels sont les chantiers prioritaires ?

M. M.-D. : Avec *Idle No More*, l'affirmation des Premières Nations a été présentée comme étant beaucoup moins « menaçante » (je mets ici des gros guillemets !) par les grands médias que l'affirmation exprimée lors des mobilisations autour de la pièce *SLAV* de Robert Lepage, par exemple. Ces deux luttes ont alors été classées en vertu des préférences de la société dominante, très différentes dans les deux cas. Cela évoluera peut-être avec le temps, mais ça montre que le message d'affirmation de soi est très difficile à faire passer quand il ne flatte pas la société dans le sens du poil.

P. N.-N. : Je pense que la décolonisation, les luttes contre le racisme et celles liées aux questions de classe et de sexe ne peuvent se mener ni aboutir sans entraîner une perte de privilèges pour certains, ce qui implique presque nécessairement une forme de violence. Pas forcément une violence physique, évidemment, mais certainement matérielle : perdre quelque chose, un privilège, sera toujours perçu comme une attaque, une violence (et ce l'est), et je ne crois pas que les changements viendront sans la construction de rapports qui forcent cette perte de privilèges.

M. M.-D. : Il faut mettre les choses en contexte. On est quand même dans un pays qui nous permet d'avoir ce genre de conversation, sur des sujets parfois très désagréables, sans que les contrecoups de cette conversation ne se fassent sentir physiquement, par une répression violente. Ou en tout cas, pas autant qu'on peut le voir aux États-Unis par exemple. Mais il est vrai que ces droits, cette liberté de parole, sont des acquis récents et demeurent très fragiles.

Présentement, on cherche à obtenir notre égalité à l'usure, en convainquant le groupe dominant. Mais à partir du moment où, comme aux États-Unis, la réaction de la part de certains groupes privilégiés devient brutale, ce que certains voient comme une réponse violente à l'injustice vécue, moi je l'appellerais simplement de la résistance légitime. Il s'agit de protéger des acquis et de pouvoir continuer à avancer pour en faire bénéficier la société dans son ensemble et tendre vers plus d'égalité.

C. L. : Comme historiquement, la construction de l'identité nationale a beaucoup passé par l'école, il faut vraiment s'attarder au système scolaire. À cet égard, je suis extrêmement découragée par ce que je vois dans les manuels d'histoire de mes filles qui sont en 3^e année du primaire. On commence avec une anthropologie anhistorique des Premières Nations – on raconte comment elles vivaient, le type de maisons qu'elles habitaient, etc. –, puis on enchaîne avec l'arrivée des Français et c'est là qu'on entre dans l'histoire. Ça fait 150 ans qu'on enseigne aux enfants le récit national à peu près de cette façon. Le colonialisme a été quelque chose d'extrêmement violent et « révolutionnaire » ; si on veut décoloniser, il faut peut-être aussi être révolutionnaire en quelque sorte et abandonner complètement cette trame narrative.

On pourrait par exemple commencer par la situation contemporaine des différentes nations qui existent aujourd'hui, qui ont leur nom propre et qui vivent sur le territoire qu'on nomme le Québec. Ça permettrait aux enfants d'être beaucoup plus outillés pour comprendre ce qu'est l'histoire, en la reliant à leur existence contemporaine. Car l'histoire s'énonce toujours en écho au présent. Quand elle a été écrite au XIX^e siècle, elle s'inscrivait dans le présent de la construction nationale, et on s'appuyait alors sur le récit de l'âge d'or de la Nouvelle-France. Alors oui, une histoire décoloniale serait aussi tournée vers le présent, comme c'est toujours le cas.

M. M.-D. : Je voudrais terminer sur l'importance des solidarités entre nos groupes. Depuis leur situation respective en marge de la société dominante, les Premières Nations et les minorités dites racisées ont établi des contacts, ont commencé à comparer leurs histoires, à identifier des points communs. Cette situation, en faisant apparaître les rapports coloniaux généralisés, a eu pour effet de renforcer les discours colonialistes et le déni de l'histoire, notamment celle des solidarités entre les Premières Nations et les Noirs, qui ont une histoire bien plus longue et complexe dans ce pays qu'on ne veut l'admettre. Ces solidarités sont importantes, surtout dans un contexte où toute dissension au sein de nos groupes – dissensions après tout normales – est souvent instrumentalisée par certains groupes et médias de la société dominante pour faire taire les voix plus revendicatrices, dérangeantes, et nier au passage nos revendications. Car, il faut le dire, pour sortir de l'invisibilité dans laquelle on nous a maintenus, on ne nous a pas fait de cadeaux : il a fallu qu'on prenne notre place. ©

Propos recueillis par Emiliano Arpin-Simonetti